
ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS
DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
AU MINISTÈRE DU TRAVAIL**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL

**Incluant le ministère du Travail et
la Commission de l'équité salariale**

TABLE DES MATIÈRES

Structure budgétaire 2012-2013 du portefeuille du Travail

Comparaison des crédits par programme pour les exercices financiers 2012-2013 et 2011-2012

Commentaires généraux sur les ressources financières pour l'exercice financier 2012-2013

Variation par élément de programme pour le portefeuille du Travail – Volet : Budget de dépenses

Variation par élément de programme pour le portefeuille du Travail – Volet : Budget d'investissements

Variation par supercatégorie et catégorie de dépenses au niveau du programme pour le portefeuille du Travail

Variations par supercatégorie et catégorie de dépenses au niveau de l'élément 01 – Relations du travail

Explication des variations budgétaires de l'élément 01 – Relations du travail

Variations par supercatégorie et catégorie de dépenses au niveau de l'élément 02 – Commission de l'équité salariale (CÉS)

Explication des variations budgétaires de l'élément 02 – Commission de l'équité salariale (CÉS)

Variations par supercatégorie et catégorie de dépenses au niveau de l'élément 03 – Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail (CRT)

Explication des variations budgétaires de l'élément 03 – Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail (CRT)

Organismes du portefeuille du Travail — Aide mémoire suivi de la liste de la loi et des règlements appliqués par la CCQ

Portefeuille selon le Livre des crédits 2012-2013

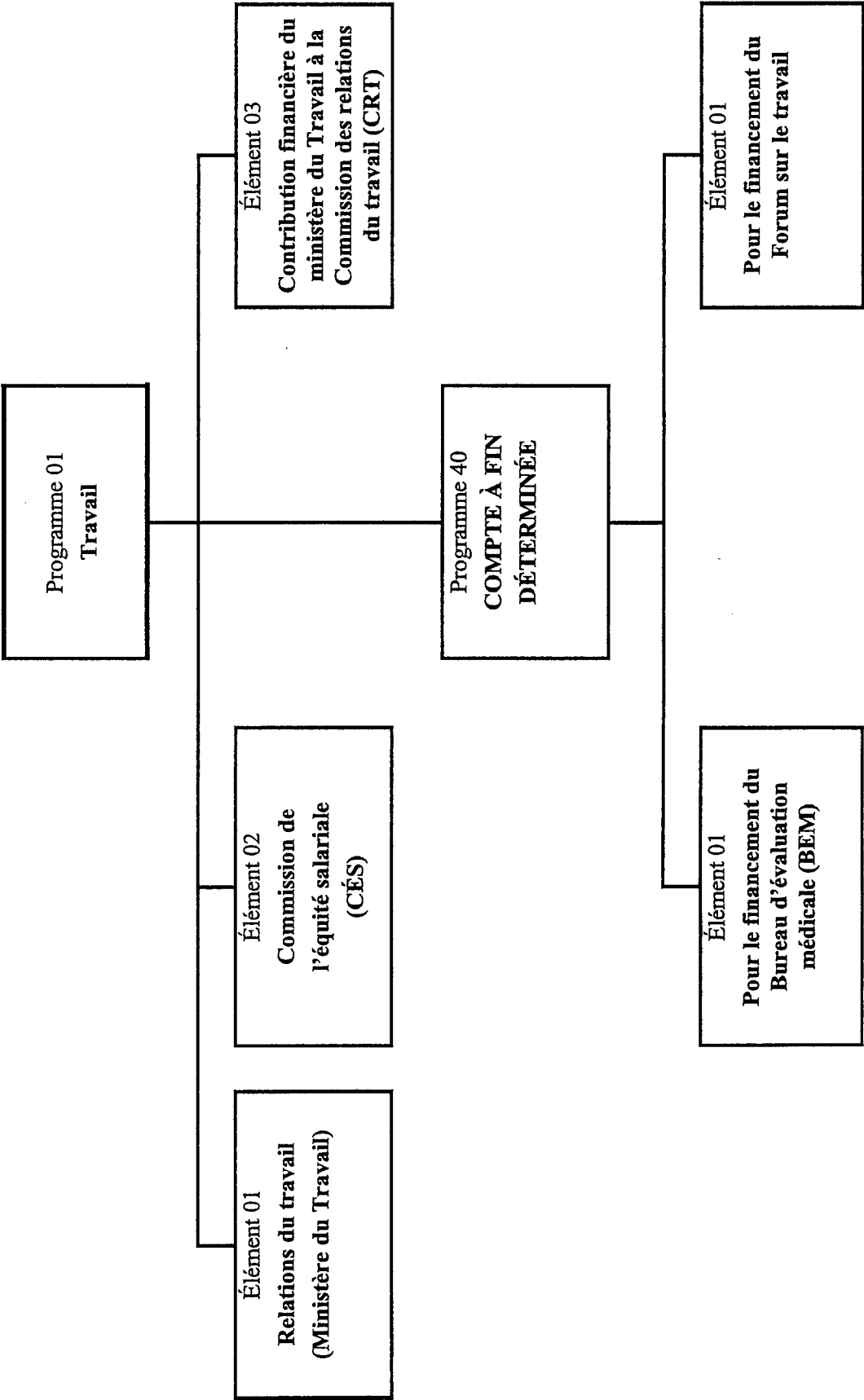
Comparaison de l'effectif total par programme

Variation des ETC au Livre des crédits 2012-2013

Comparaison de l'effectif régulier par programme

Détail des crédits inscrits à la supercatégorie « Transfert »

STRUCTURE BUDGÉTAIRE DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL
2012-2013



COMPARAISON DES CRÉDITS PAR PROGRAMME POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 et 2011-2012
(EN MILLIERS DE \$)

PORTEFEUILLE DU TRAVAIL

PROGRAMME 01 – TRAVAIL

Éléments	2012-2013			2011-2012
	Budget des dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux
01 – RELATIONS DU TRAVAIL (Ministère du Travail)	15 618,5	400,0	1 844,1	17 062,6
02 – COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	8 532,2	100,2	150,0	8 582,0
03 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE TRAVAIL À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL	7 253,2	-	-	7 253,2
TOTAL DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL	31 403,9	500,2	1 994,1	32 897,8
MOINS :				
CRÉDITS PERMANENTS *				10,3
CRÉDITS A VOTER				32 887,5
				33 529,0
				10,3
				33 518,7

* Crédits permanents pour allocation de la ministre (9,6 k\$) et provision pour créances douteuses (0,7 k\$), total 10,3 k\$.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX
SUR LES RESSOURCES FINANCIÈRES
POUR L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013

1 - COMPARAISON DES BUDGETS DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS ALLOUÉS POUR LES EXERCICES 2012-2013 ET 2011-2012

Le portefeuille du Travail comporte un seul programme. Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

Le budget de dépenses 2012-2013 du programme est de 31,4 M\$. Il est inférieur de 0,6 M\$ par rapport à celui de 2011-2012. Cette diminution s'explique par des réductions budgétaires de 0,1 M\$ en lien avec le Plan d'action 2010-2014 sur la réduction et le contrôle des dépenses et par l'ajout de crédits de 1,5 M\$ octroyés à la Commission de l'équité salariale afin de financer l'augmentation de son effectif. De plus, des mesures d'économies budgétaires additionnelles de 2,0 M\$ appliquées à la contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail, consécutivement à l'utilisation de son surplus, sont également responsables de cette baisse de crédits budgétaires.

Le budget d'investissements s'élève à 2,0 M\$ et demeure identique à celui de 2011-2012.

VARIATIONS PAR ÉLÉMENT DE PROGRAMME
POUR LE PORTEFEUILLE DU TRAVAIL
VOLET : BUDGET DE DÉPENSES

PROGRAMME 01 – TRAVAIL

Objectif :

Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l’application et coordonner l’exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d’équité salariale.

ÉLÉMENT	BUDGET DE DÉPENSES (k\$)		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	(k\$)	%
1 - RELATIONS DU TRAVAIL (Ministère du Travail)	15 618,5	15 672,8	(54,3)	-0,3
2 - COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE (CÉS)	8 532,2	7 032,2	1 500,0	21,3
3 - CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (CRT)	7 253,2	9 330,1	(2 076,9)	-22,3
TOTAL DES ÉLÉMENTS DU PROGRAMME 01 – TRAVAIL – BUDGET DE DÉPENSES	31 403,9	32 035,1	(631,2)	-2,0

**VARIATIONS PAR ÉLÉMENT DE PROGRAMME
POUR LE PORTEFEUILLE DU TRAVAIL
VOLET : BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

PROGRAMME 01 – TRAVAIL

Objectif :

Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l’application et coordonner l’exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d’équité salariale.

ÉLÉMENT	BUDGET D'INVESTISSEMENTS (k\$)		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	(k\$)	%
1 - RELATIONS DU TRAVAIL (Ministère du Travail)	1 844,1	1 844,1	---	---
2 - COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE (CÉS)	150,0	150,0	---	---
3 - CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (CRT)	---	---	---	---
TOTAL DES ÉLÉMENTS DU PROGRAMME 01 – TRAVAIL – BUDGET D'INVESTISSEMENTS	1 994,1	1 994,1	---	---

<p align="center">VARIATIONS PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE DE DÉPENSES AU NIVEAU DU PROGRAMME POUR LE PORTEFEUILLE DU TRAVAIL</p>
--

TOTAL DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL PROGRAMME 01 – TRAVAIL	
--	--

SUPERCATÉGORIE/CATÉGORIE	BUDGET (k\$)		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	(k\$)	%
<u>BUDGET DE DÉPENSES</u>				
RÉMUNÉRATION				
Traitement et contributions d'employeur	15 919,9	14 604,8	1 315,1	9,0
SOUS-TOTAL	15 919,9	14 604,8	1 315,1	9,0
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la SIQ	2 297,7	2 297,7	---	---
Amortissement	500,2	500,2	---	---
Autres dépenses	5 057,2	4 926,6	130,6	2,7
SOUS-TOTAL	7 855,1	7 724,5	130,6	1,7
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL				
Affectation à un fonds spécial - support	7 253,2	9 330,1	(2 076,9)	-22,3
SOUS-TOTAL	7 253,2	9 330,1	(2 076,9)	-22,3
TRANSFERT				
Support	375,0	375,0	---	---
SOUS-TOTAL	375,0	375,0	---	---
CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES				
Provision pour créances douteuses	0,7	0,7	---	---
SOUS-TOTAL	0,7	0,7	---	---
TOTAL : BUDGET DE DÉPENSES	31 403,9	32 035,1	(631,2)	-2,0

<u>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</u>				
IMMOBILISATIONS	1 993,1	1 993,1	---	---
PRÊTS, PLACEMENT ET AVANCES	1,0	1,0	---	---
TOTAL : BUDGET D'INVESTISSEMENTS	1 994,1	1 994,1	---	---

**VARIATIONS PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE DE DÉPENSES
AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME**

PROGRAMME 01 – TRAVAIL

ÉLÉMENT 01 : Relations du travail (Ministère du Travail)

Objectif :
Cet élément de programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.

SUPERCATÉGORIE/CATÉGORIE	BUDGET (k\$)		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	(k\$)	%
<u>BUDGET DE DÉPENSES</u>				
RÉMUNÉRATION				
Traitement et contributions d'employeur	9 666,9	9 660,8	6,1	0,1
SOUS-TOTAL	9 666,9	9 660,8	6,1	0,1
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la SIQ	1 712,9	1 712,9	---	---
Amortissement	400,0	400,0	---	---
Autres dépenses	3 463,0	3 523,4	(60,4)	-1,7
SOUS-TOTAL	5 575,9	5 636,3	(60,4)	-1,1
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL				
Affectation à un fonds spécial - support	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
TRANSFERT				
Support	375,0	375,0	---	---
SOUS-TOTAL	375,0	375,0	---	---
CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES				
Provision pour créances douteuses	0,7	0,7	---	---
SOUS-TOTAL	0,7	0,7	---	---
TOTAL : BUDGET DE DÉPENSES	15 618,5	15 672,8	(54,3)	-0,3
<u>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</u>				
IMMOBILISATIONS	1 843,1	1 843,1	---	---
PRÊTS, PLACEMENT ET AVANCES	1,0	1,0	---	---
TOTAL : BUDGET D'INVESTISSEMENTS	1 844,1	1 844,1	---	---

EXPLICATION DES PRINCIPALES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

PROGRAMME 01 – TRAVAIL	ÉLÉMENT 01 : Relations du travail (Ministère du Travail)	
SUPERCATÉGORIE	VARIATIONS BUDGÉTAIRES (k\$)	
RÉMUNÉRATION	- Ajustement pour donner suite à la nomination d'un membre du personnel de cabinet	6,1
FONCTIONNEMENT	- Réductions budgétaires en lien avec le Plan d'action 2010-2014 sur la réduction et le contrôle des dépenses	(60,4)
	TOTAL DES VARIATIONS AU BUDGET DE DÉPENSES 2012-2013 DU PROGRAMME 01 – ÉLÉMENT 01	(54,3)

<p align="center">VARIATIONS PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE DE DÉPENSES AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME</p>

PROGRAMME 01 – TRAVAIL	ÉLÉMENT 02 : Commission de l'équité salariale (CÉS)
------------------------	---

<p>Objectif : Cet élément de programme vise à permettre à la Commission de l'équité salariale de mettre en œuvre les mécanismes nécessaires à la correction des écarts salariaux dus à la discrimination systématique fondée sur le sexe.</p>
--

SUPERCATÉGORIE/CATÉGORIE	BUDGET (k\$)		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	(k\$)	%
<u>BUDGET DE DÉPENSES</u>				
RÉMUNÉRATION				
Traitement et contributions d'employeur	6 253,0	4 944,0	1 309,0	26,5
SOUS-TOTAL	6 253,0	4 944,0	1 309,0	26,5
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la SIQ	584,8	584,8	---	---
Amortissement	100,2	100,2	---	---
Autres dépenses	1 594,2	1 403,2	191,0	13,6
SOUS-TOTAL	2 279,2	2 088,2	191,0	9,1
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL				
Affectation à un fonds spécial - support	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
TRANSFERT				
Support	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES				
Provision pour créances douteuses	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
TOTAL : BUDGET DE DÉPENSES	8 532,2	7 032,2	1 500,0	21,3

<u>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</u>				
IMMOBILISATIONS	150,0	150,0	---	---
PRÊTS, PLACEMENT ET AVANCES	---	---	---	---
TOTAL : BUDGET D'INVESTISSEMENTS	150,0	150,0	---	---

EXPLICATION DES PRINCIPALES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

PROGRAMME 01 – TRAVAIL	ÉLÉMENT 02 : Commission de l'équité salariale (CÉS)
------------------------	---

PROGRAMME 01 – TRAVAIL	ÉLÉMENT 02 : Commission de l'équité salariale (CÉS)
------------------------	---

SUPERCATÉGORIE	VARIATIONS BUDGÉTAIRES (k\$)	
RÉMUNÉRATION	- Ajout de crédits accordés afin de financer l'augmentation de son effectif	1 309,0
FONCTIONNEMENT	- Ajout de crédits accordés afin de financer l'augmentation de son effectif	191,0
	TOTAL DES VARIATIONS AU BUDGET DE DÉPENSES 2012-2013 DU PROGRAMME 01 – ÉLÉMENT 02	1 500,0

Note : Le total des ressources financières additionnelles accordées à la Commission de l'équité salariale suite à l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale s'élève à 2,5 M\$ pour 2010-2011 avec récurrence de 2,0 M\$ pour les années ultérieures. Le total des effectifs additionnels accordés pour faire suite à cette Loi est de 6 ETC régulier et de 15 ETC occasionnels (total 21 ETC), dont les 15 ETC occasionnels ont été retranchés en 2012-2013. Le total des ressources financières additionnelles accordées en 2012-2013 pour financer l'ajout d'ETC afin de permettre à la Commission de l'équité salariale de remplir ses mandats est de 1,5 M\$. Le total des effectifs additionnels accordés à cette fin est de 8 ETC régulier et de 13 ETC occasionnels (total 21 ETC), dont 10 ETC occasionnels seront retranchés au 1^{er} avril 2015.

VARIATIONS PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE DE DÉPENSES

AU NIVEAU DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME

PROGRAMME 01 – TRAVAIL	ÉLÉMENT 03 : Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail (CRT)
------------------------	---

Objectif :

Cet élément de programme vise exclusivement les crédits à être versés annuellement par le ministère du Travail à la Commission des relations du travail.

SUPERCATÉGORIE/CATÉGORIE	BUDGET (k\$)		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	(k\$)	%
BUDGET DE DÉPENSES				
RÉMUNÉRATION				
Traitement et contributions d'employeur	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la SIQ	---	---	---	---
Amortissement	---	---	---	---
Autres dépenses	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL				
Affectation à un fonds spécial - support	7 253,2	9 330,1	(2 076,9)	-22,3
SOUS-TOTAL	7 253,2	9 330,1	(2 076,9)	-22,3
TRANSFERT				
Support	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES				
Provision pour créances douteuses	---	---	---	---
SOUS-TOTAL	---	---	---	---
TOTAL : BUDGET DE DÉPENSES	7 253,2	9 330,1	(2 076,9)	-22,3

BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS	---	---	---	---
PRÊTS, PLACEMENT ET AVANCES	---	---	---	---
TOTAL : BUDGET D'INVESTISSEMENTS	---	---	---	---

EXPLICATION DES PRINCIPALES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

PROGRAMME 01 – TRAVAIL

ÉLÉMENT 03 : Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail

SUPERCATÉGORIE	VARIATIONS BUDGÉTAIRES (k\$)	
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	- Réductions budgétaires en lien avec le Plan d'action 2010-2014 sur la réduction et le contrôle des dépenses	(97,7)
	- Mesures d'économies budgétaires additionnelles consécutives à l'utilisation du surplus de la CRT	(1 979,2)
	TOTAL DES VARIATIONS AU BUDGET DE DÉPENSES 2012-2013 DU PROGRAMME 01 – ÉLÉMENT 03	(2 076,9)

AIDE-MÉMOIRE – ORGANISMES - BUDGET 2012-2013 – MINISTÈRE DU TRAVAIL 15.6 M\$ (134 ETC)

Mise à jour 29 mars 2012

CÉS	CCQ	CNT	CSST ⁽¹⁾	RBQ	CRT	CLP
8,5 M\$	120,4 M\$	61,0 M\$	2 584,9 M\$	56,9 M\$	17,8 M\$	61,9 M\$
<p>Créée en 1997 en vertu de la Loi sur l'équité salariale (LÉS)</p> <p><u>Présidence</u> : Marie Rinfret</p> <p><u>Fonctionnement</u> : <i>Présidente et 2 commissaires nommées par le gouvernement après consultation d'organismes les plus représentatifs d'employeurs, de salariés et de femmes</i> (5 ans)</p> <p><u>Législation</u> : LÉS</p> <p>Charte des droits et libertés de la personne, article 19</p> <p><u>Effectif</u> : 94 ETC</p>	<p>Créée en 1987 dans sa forme actuelle en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle, et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction</i> (L.R.Q., c. R-20) (Loi R-20).</p> <p><u>Présidente-directrice générale</u> : Diane Lemieux</p> <p><u>Fonctionnement</u> : <i>CA - 17 membres</i> (maximum 5 ans)</p> <p>1 présidente 6 après consultation des associations d'entrepreneurs 6 après consultation des associations représentatives 3 recommandées par la ministre du Travail</p> <p>1 recommandé par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport</p> <p><u>Législation</u> : Loi R-20 (Voir Annexe II du Rapport annuel de gestion 2010)</p> <p><u>Financement</u> : 96 % contributions employeurs et salariés 4 % subvention du gouvernement du Québec</p> <p><u>Effectif</u> : 1 007</p>	<p>Créée en 1980 en vertu de la LNT</p> <p><u>Présidence</u> : Brigitte Pelletier</p> <p><u>Fonctionnement</u> : <i>CA - 13 membres nommés par le gouvernement, dont la présidente (5 ans) et au moins 1 personne provenant de chacun des groupes suivants, nommée après consultation</i> :</p> <p>1 salarié non syndiqué 1 salarié syndiqué 1 employeur grande entreprise 1 employeur PME 1 employeur milieu corporatif 1 femme 1 jeune 1 famille 1 communauté culturelle</p> <p>Autres membres (3 ans) proviennent en nombre égal du milieu des salariés et du milieu des employeurs</p> <p><u>Législation</u> : LNT LFN</p> <p><u>Financement</u> : 100 % employeurs</p> <p>Taux de cotisation : 0,08 % de la masse salariale admissible</p> <p><u>Effectif</u> : 501,5</p>	<p>Créée en 1980 en vertu de la LSST</p> <p><u>Présidence</u> : Michel Després</p> <p><u>Fonctionnement</u> : <i>CA – 15 membres</i></p> <p>7 syndicats 7 employeurs 1 président 2 observateurs nommés par la ministre du travail et le ministre de la Santé</p> <p><u>Législation</u> : LSST LATMP LAT</p> <p>Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose LIVAC</p> <p>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</p> <p><u>Financement</u> : 100 % employeurs</p> <p>Taux de cotisation moyen (2012) : 2,13 \$ par tranche de 100 \$ de la masse salariale assurable</p> <p><u>Effectif</u> : 3 913 ETC</p>	<p>La Régie est une personne morale mandataire de l'État, créée en 1992 en vertu de la Loi sur le bâtiment</p> <p><u>Président-directeur général</u> : Michel Beaudoin</p> <p><u>Fonctionnement</u> : <i>CA - 13 membres nommés par le gouvernement</i> (maximum 5 ans) <i>Le CA est présidé par un président qui ne peut être le président-directeur général lequel cependant est membre du CA.</i></p> <p><u>Législation</u> : Loi sur le bâtiment</p> <p>Loi sur les appareils sous pression</p> <p>Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment</p> <p>Loi sur les mécaniciens de machines fixes</p> <p>Loi sur la sécurité dans les édifices publics</p> <p><u>Effectif</u> : 436 ETC</p>	<p>Créée en 2002 Organisme indépendant</p> <p><u>Présidence</u> : Robert Côté</p> <p><u>Fonctionnement</u> : 1 président 2 vice-présidents Commissaires</p> <p>Agents de relations du travail</p> <p>1 secrétaire directeur général</p> <p><u>Législation</u> : Code du travail LNT + 37 autres lois</p> <p><u>Financement</u> : CNT Ministère du Travail CCQ RBQ Emploi-Québec CMMTQ CMEQ</p> <p><u>Effectif</u> : 146 ETC</p>	<p>Créée en 1998 en vertu de la LATMP</p> <p>Instance paritaire indépendante</p> <p><u>Présidence</u> : Marie Lamarre</p> <p><u>Fonctionnement</u> : 1 présidente commissaire 2 vice-présidents commissaires</p> <p><u>Législation</u> : LSST LATMP LAT</p> <p>Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose LIVAC</p> <p>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</p> <p>Loi sur l'assurance automobile</p> <p><u>Financement</u> : CSST</p> <p><u>Effectif</u> : 435 ETC</p>

(1) L'année financière de la CSST correspond à l'année civile.

LISTE DE LA LOI ET DES RÈGLEMENTS APPLIQUÉS PAR LA CCQ

R-20. Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction

R-20, r.1. Règlement d'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction

R-20, r.2.3. Règlement sur certains frais exigibles par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.2.4. Règlement sur certaines exemptions à l'obligation d'être titulaire d'un certificat de compétence ou d'une exemption délivrée par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.3.1. Règlement sur le choix d'une association représentative par les salariés de l'industrie de la construction

R-20, r.5.2. Règlement sur la délivrance des certificats de compétence

R-20, r.5.3. Règlement sur l'embauche et la mobilité des salariés dans l'industrie de la construction

R-20, r.6. Règlement sur le financement des frais d'administration de la Commission de la construction du Québec pour le fonds des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés

R-20, r.6.2. Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

R-20, r.7.1. Règlement sur les frais de l'avis préalable d'infraction prévu par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

R-20, r.8. Règlement sur les indemnités consenties aux membres du Comité mixte de la construction

R-20, r.8.1. Règlement sur les normes des conditions de travail du personnel de la Commission de la construction du Québec non régi par une convention collective

R-20, r.11.1. Règlement de prélèvement de la Commission de la construction du Québec

R-20, r.13. Règlement de régie interne de la Commission de la construction du Québec

R-20, r.14.01. Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction

R-20, r.14.01.1. Règlement sur le registre, le rapport mensuel, les avis des employeurs et la désignation d'un représentant

R-20, r.15.1.1. Règlement sur la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte dans l'industrie de la construction

R-20, r.15.2. Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneurs aux fins d'un contrat public

R-20, r.17. Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.18. Règlement d'application du Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.19. Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les réclamations de salaire en faveur d'un salarié de la construction par la Commission de la construction du Québec

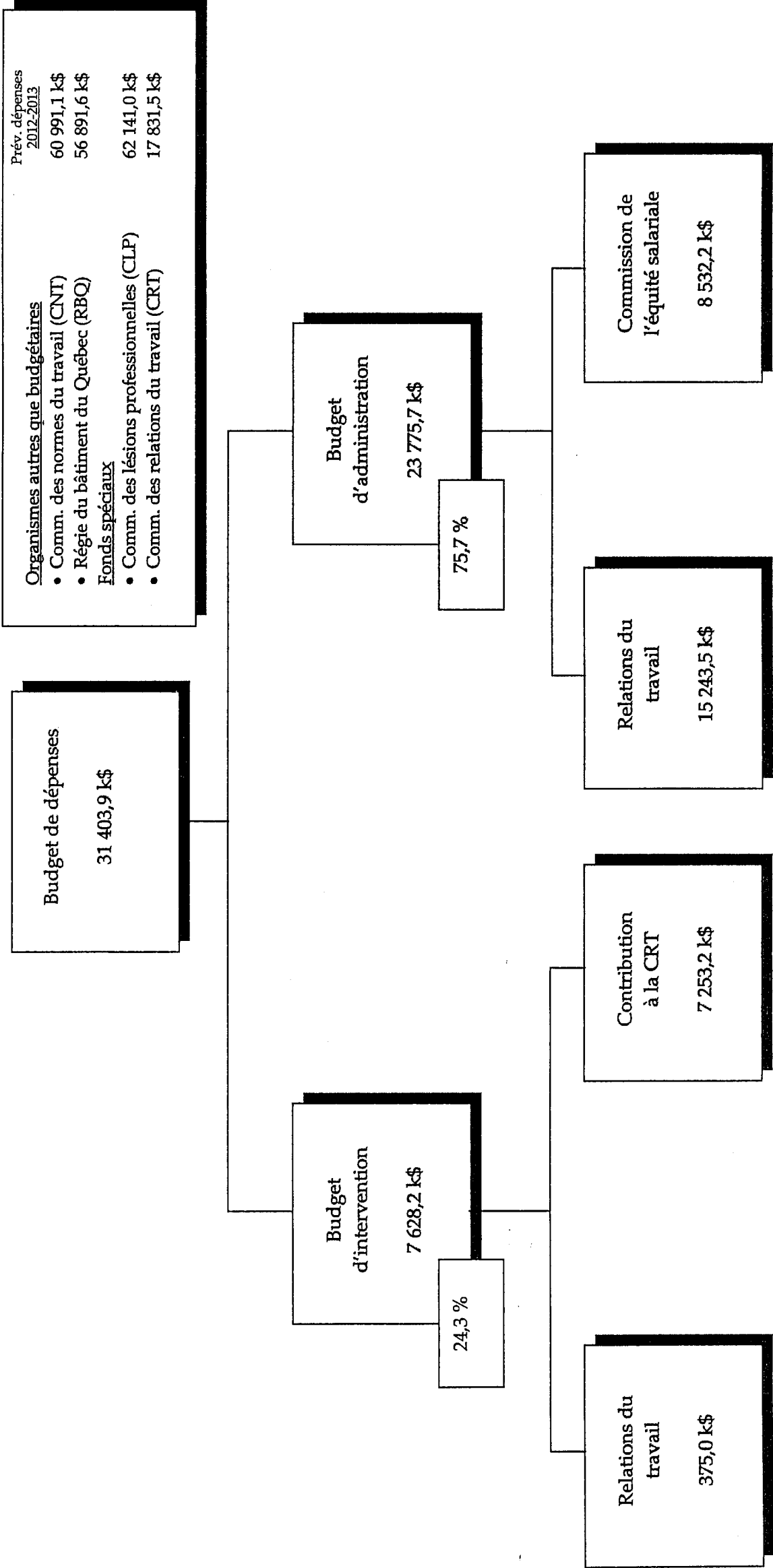
R-20, r.20. Règlement d'application du Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les réclamations de salaire en faveur d'un salarié de la construction par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.21. Règlement sur l'utilisation des intérêts des fonds gardés en fidéicommiss pour les cotisations syndicales et patronales reçues des employeurs de l'industrie de la construction par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.22. Règlement sur l'utilisation des intérêts du fonds spécial d'indemnisation par la Commission de la construction du Québec

R-20, r.23. Règlement sur l'utilisation d'une partie des sommes perçues à titre d'avantages sociaux pour l'administration de la Commission de la construction du Québec

PORTEFEUILLE TRAVAIL
 selon le Livre des crédits 2012-2013



**COMPARAISON DE L'EFFECTIF TOTAL PAR PROGRAMME
POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 et 2011-2012**

PORTEFEUILLE DU TRAVAIL

EFFECTIF TOTAL

PROGRAMME	EXERCICES FINANCIERS		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	Nombre	%
01 – TRAVAIL				
01 – RELATIONS DU TRAVAIL (Ministère du Travail)	134	132	2	1,5
02 – COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE (CÉS)	94	90	4	4,4
03 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (CRT)	---	---	---	---
TOTAL DU PROGRAMME 01 TRAVAIL	228	222	6	2,7

PORTEFEUILLE DU TRAVAIL

Variation des ETC au Livre des crédits 2012-2013

ETC 2011-2012 (Réf. : Livre des crédits 2012-2013)	222
- Ajustements pour les départs à la retraite de 2011-2012	
o Ministère du Travail (6 ETC X 60 %)	(3)
o Commission de l'équité salariale (4 ETC X 60 %)	(2)
- Ajustements au ministère du Travail	
o Réaliser les activités du Bureau des permis de service de référence de main-d'oeuvre	5
- Ajustements à la Commission de l'équité salariale	
o Augmentation du nombre de plaintes	21
o Nouvelle Loi sur l'équité salariale	(15)
<hr/>	
Total des ETC autorisés en 2012-2013 (Réf. : Livre des crédits 2012-2013)	228
<hr/>	

**COMPARAISON DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR PROGRAMME
POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 et 2011-2012**

PORTEFEUILLE DU TRAVAIL

EFFECTIF RÉGULIER

PROGRAMME	EXERCICES FINANCIERS		VARIATIONS	
	2012-2013	2011-2012	Nombre	%
01 – TRAVAIL				
01 – RELATIONS DU TRAVAIL (Ministère du Travail)	123	123	---	---
02 – COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE (CÉS)	70	64	6	9,4
03 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (CRT)	---	---	---	---
TOTAL DU PROGRAMME 01 TRAVAIL	193	187	6	3,2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
PORTEFEUILLE BUDGÉTAIRE DU TRAVAIL
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

Détail du montant de 375,0 k\$ inscrit à la supercatégorie
« Transfert, catégorie Support ».

Le montant de 375,0 k\$ se ventile ainsi :

- | | |
|--|-----------|
| - Fonds de subventions discrétionnaires de la ministre : | 275,0 K\$ |
| - Fonds de subventions du ministère | 100,0 K\$ |

TOTAL

375,0 K\$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- copie des programmes et rapports de mission;- les personnes rencontrées;- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- les investissements annoncés, le cas échéant.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;- le nom des firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférence de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements : <u>Organisées par le ministère ou l'organisme :</u> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;- le but visé par chaque dépense;- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements. <u>Organisés par une firme externe :</u> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;- le nom de la ou des firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;- le but visé par chaque dépense;- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.
5	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
6	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre d'autorisations;- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;- le montant accordé;- les motifs de la demande.
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>
9	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- l'échéancier;- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;- les plus récentes évaluations du coût du projet;- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
10	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité de la ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la photocopie;- le mobilier de bureau;- les distributeurs d'eau de source;- le remboursement des frais de transport;- le remboursement des frais d'hébergement;- le remboursement des frais de repas;- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">i. au Québec;ii. à l'extérieur du Québec.
11	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie:</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent;- les coûts d'acquisition des appareils;- le coût d'utilisation des appareils;- le nom des fournisseurs;- le coût des contrats téléphoniques;- les ordinateurs portables;- les iPad ou autre type de tablette électronique;- les téléavertisseurs.
12	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;- le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
	établissements hospitaliers; <ul style="list-style-type: none">- l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
13	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : <ul style="list-style-type: none">- nombre de départ à la retraite en 2011-2012;- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;- nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.
14	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none">- l'emplacement de la location;- la superficie du local loué;- la superficie réellement occupée;- la superficie inoccupée;- le coût de location au mètre carré;- le coût total de ladite location;- les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;- la durée du bail;- le propriétaire de l'espace loué;- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
15	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2011 à ce jour.
16	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;- le titre de la fonction;- l'adresse du port d'attache;- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;- la prime de départ versée, le cas échéant;- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;- la description de tâches;- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;- le nombre total d'employés au cabinet;- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008,

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
	2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012; <ul style="list-style-type: none">- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>.
17	Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire : <ul style="list-style-type: none">- de la ministre;- du ministère ou de l'organisme, en indiquant :<ul style="list-style-type: none">- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;- la circonscription électorale;- le montant attribué;- le projet visé et le résultat.
18	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le poste initial;- le salaire;- le poste actuel, s'il y a lieu;- la date de la mise en disponibilité;- les prévisions 2012-2013.
19	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.
20	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.
21	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none">- le nom de la personne;- le poste occupé;- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;- l'assignation initiale;- la date de l'assignation hors structure;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none">- l'assignation initiale;- l'assignation actuelle;- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
23	Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none">- les clubs privés ou autres;- les billets de saison, les loges;- etc.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
24	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du site Web;- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;- le coût de construction du site;- le coût de l'entretien et de la mise à jour;- le responsable du contenu sur le site;- la fréquence moyenne des mises à jour;- le nombre de visiteurs (hits) par mois;- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
25	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none">- la liste;- les mandats;- les contrats;- le résultat du travail effectué;- les échéances prévues;- les sommes impliquées.
26	<p>Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>
27	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none">- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
28	<p>La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none">- le coût (déplacements, etc.);- le nombre de ressources affectées;- le nombre de rencontres;- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
29	<p>La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
30	<p>Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.</p>
31	<p>Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes</p>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
	gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.
33	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34	Pour chaque ministère et organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
35	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.
36	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 1

Titre :	
Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2011-2012 :	
<ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- copie des programmes et rapports de mission;- les personnes rencontrées;- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- les investissements annoncés, le cas échéant.	

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
VOYAGES DÉCOULANT DE LA MISE EN ŒUVRE DE PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES : TOTAL 5 788,01 \$				
Ottawa 10 au 13 avril 2011	Représenter le Québec à la table travail dans le cadre de la ronde 7 de négociation de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union Européenne	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et de l'Union Européenne	877,70 \$	Jane Pycock
Ottawa 6 juin 2011	Rencontre du comité bipartite de coordination (CBC)	Représentants de l'Ontario	1 221,18 \$	Normand Pelletier et Michel Sauvé

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
Bruxelles (Belgique) 8 au 14 juillet 2011	Représentante du Québec à la table travail dans le cadre de la négociation de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union Européenne	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et de l'Union Européenne	2 987,55 \$	Jane Pycock
Ottawa 17 au 21 octobre 2011	Représenter le Québec à la table travail dans le cadre de la ronde 9 de négociation de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union Européenne	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et de l'Union Européenne	701,58 \$	Jane Pycock
VOYAGES EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE DU TRAVAIL : TOTAL 3 169,78 \$				
Ottawa 14 et 15 juin 2011	Réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique sur le terrain	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	423,01 \$	Alexis Labrosse
Jersey City, New Jersey 23 au 27 juillet 2011	Participation à titre de représentant du Québec à la conférence annuelle de l'Association of Labor Relations Agencies	Représentants des organismes du travail des États et du gouvernement fédéral américain et de gouvernements fédéral, provinciaux du Canada	1 912,03 \$	Daniel Cholette
Toronto 23 et 24 janvier 2012	Participation à CAALL National Mediator Training Committee Phase	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	834,74 \$	Hervé Leblay

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 2

Titre :

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

La réponse à cette question est incluse à la question 1.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 3

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
- le nom des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2011-2012

Il n'y a eu aucune dépense en publicité au cours de l'année.

COMMANDITES

La réponse apparaît à la question 17, à la section intitulée *Bénéficiaire du Ministère*.

SOURCE : Direction des communications (12-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférence de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;

- le but visé par chaque dépense;

- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;

- le nom de la ou des firmes de publicité;

- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;

- le but visé par chaque dépense;

- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Type d'événement	But visé	Nom du fournisseur	Montant
Conférence de presse	Rendre public le <i>Rapport du groupe de travail sur le fonctionnement de l'industrie de la construction</i>	Service en gestion d'événements (CSPQ)	620 \$

SOURCE : Direction des communications (23-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 5

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir documents en annexe.

SOURCE : Direction des opérations financières et contractuelles (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche RG 5		
Titre :		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :		
- le nom du professionnel ou de la firme;		
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);		
- le coût;		
- l’échéancier;		
- dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Bergeron, Michel	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	10 450,91 \$
Hayden, Thomas J.	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	15 281,10 \$
Miller, Richard	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	6 151,82 \$
Rhéaume, Robert	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	14 268,02 \$
Waltzing, Jean	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	465,04 \$

SOURCE : Bureau de la sous-ministre adjointe aux relations du travail (04-04-2012)

COLLABORATION : MESS (04-04-2012)

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche RG 5	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2011-2012 EN INDIQUANT :		
	<ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL			
NOM DU CONTRACTANT	MANDAT		COUT

Barrette Jean	Arbitre nommé dans le dossier Gexel Télécom en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	11 418,56 \$
Barrette Jean	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal (convention collective 2011-2014) en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	2 756,40 \$
Bastien Bernard	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Gatineau en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	14 871,54 \$
Bastien Bernard	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité d'Entrelacs en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	280,00 \$
Beaupré René	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Mirabel en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	10 779,50 \$
Beaupré René	Arbitre nommé dans le dossier Mount Stephen Club en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	1 360,20 \$
Beaupré René	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Sorel-Tracy en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	2 315,00 \$
Beaupré René	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Rosemère en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	4 255,79 \$
Corriveau Alain	Arbitre nommé dans le dossier Sears Canada en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	140,00 \$
Desnoyers Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	4 900,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche RG 5	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2011-2012 EN INDIQUANT :		
	<ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL			
NOM DU CONTRAUCTANT	MANDAT		COUT

Doré Jacques	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité d'Henryville en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	1 588,58 \$
Faucher Nathalie	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Châteauguay en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	840,00 \$
Gagnon Denis	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Québec en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	15 400,00 \$
Guay Richard	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité d'Henryville en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	1 116,71 \$
Lafamme Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Saint-Georges en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	6 002,50 \$
Lavoie Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Québec en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	24 594,36 \$
Lavoie Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité de la Rivière-Beaudette en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	1 156,70 \$
Lefebvre Bernard	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal en vertu des dispositions de l'article 53 de la Charte de la Ville de Montréal	14 520,00 \$
Martin Claude	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Shawinigan en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	8 096,82 \$
Martin Claude	Arbitre nommé dans le dossier Ordre des CGA en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	15 864,58 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche RG 5	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2011-2012 EN INDIQUANT :		
	<ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL			
NOM DU CONTRACTANT	MANDAT		COÛT

Morin Marcel	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Rimouski en vertu des dispositions de l'article 176.15 de la <i>Loi sur les fusions municipales</i>	7 297,50 \$
Poulin Marc	Arbitre nommé dans le dossier Université du Québec à Chicoutimi en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	4 143,22 \$
Provençal Denis	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Drummondville en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	1 876,10 \$
Rousseau André	Arbitre nommé dans le dossier Acier Inoxydable Fafard en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	665,00 \$
Sylvestre André	Arbitre nommé dans le dossier Innovation et Développement économique Trois-Rivières en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	5 218,96 \$
Truchon André	Arbitre nommé dans le dossier 9034-4227 Québec inc. (St-Félicien Toyota) en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	9 038,60 \$
Turmel Charles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal en vertu des dispositions de l'article 53 de la Charte de la Ville de Montréal	13 125,80 \$
Turmel Charles	Arbitre nommé dans le dossier Béton Fortin inc. en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	15 609,90 \$

SOURCE : Bureau de la sous-ministre adjointe aux relations du travail (04-04-2012)

COLLABORATION : MESS (04-04-2012)

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés				Processus de soumission
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description (1) Soumissionnaires
75302722	CCH canadienne limitée	1 972,00 \$	1 972,00 \$	Sommaire: Publications imprimées/Supports imprimés
75302854	Cedrom-Sni inc.	6 744,00 \$	6 744,00 \$	Sommaire: Documentation électronique
75303042	C.P.U. Design inc.	1 265,00 \$	1 265,00 \$	Sommaire: Cartouche d'encre/Machine de bureau, fourniture et accessoire

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE CONSTRUCTION

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés					Processus de soumission	
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires	
753026046	Rodimax Inc.	8 225,00 \$	8 225,00 \$	Sommaire: Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles		
753026786	Rodimax Inc.	2 095,00 \$	2 095,00 \$	Sommaire: Installation, entretien ou réparation de systèmes de climatisation/Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles		

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés					Processus de soumission
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires
753028034	Nadeau, Michel (012)	8 000,00 \$	8 000,00 \$	Sommaire: Comité de consultation de l'industrie de la construction	
753026580	Groupe Pro Santé inc., Le	12 480,00 \$	12 480,00 \$	Sommaire: Activités thématiques sur la santé 2011-2012	
753026787	Flynn, Maureen	24 197,79 \$	24 197,79 \$	Sommaire: Comité de consultation de l'industrie de la construction	
753027335	Charest, Jean	5 000,00 \$	5 000,00 \$	Sommaire: Comité de consultation de l'industrie de la construction	
753028859	Alpha traduction et interprétation inc.	2 163,00 \$	2 163,00 \$	Sommaire: Services de traduction/Rédaction et traduction	
753029171	Groupe Renaud et ass. inc.	7 000,00 \$	3 000,00 \$ 4 000,00 \$	Sommaire: Programme d'aide aux employés (PAE) - 1er avril au 31 octobre 2012 Sommaire: Programme d'aide aux employés (PAE) - 1er novembre 2011 au 31 mars 2012	

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés					Processus de soumission	
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires	
753029500	Anciti, Sabine	5 000,00 \$		Sommaire: Services de rédaction/Rédaction et traduction		
			5 000,00 \$			
753029509	Groupe Dorcas, Le	5 000,00 \$		Sommaire: Services de mise en page et d'infographie/Graphisme	Mono-Lino inc. Groupe Dorcas, Le Graphissimo	16,00 \$ 13,75 \$ 38,00 \$
			5 000,00 \$			
753029519	Groupe-Conseil Editia inc., Le	2 760,00 \$		Sommaire: Services de rédaction/Rédaction et traduction		
			2 760,00 \$			
753029520	Belle Page	2 620,00 \$		Sommaire: Services de rédaction/Rédaction et traduction		
			2 620,00 \$			
753029521	Christine Paré Communication	4 525,00 \$		Sommaire: Services de rédaction/Rédaction et traduction		
			4 525,00 \$			
753030029	Mono-Lino inc.	1 350,00 \$		Sommaire: Graphisme Sommaire: Services de correction d'épreuves/Rédaction et traduction Sommaire: Services d'expédition, de ramassage ou de livraison du courrier/Transport de courrier et de marchandises		
			1 200,00 \$			
			120,00 \$			
			30,00 \$			

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés					Processus de soumission
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires
753030201	Gestion Évolgie inc.	5 000,00 \$		Sommaire: Formation au travail / Formation professionnelle (fait partie du 1 % de la masse salariale consacré à des dépenses de formation)	
753030245	Compu-Finder	1 916,25 \$			
753030336	Collège des médecins du Québec	3 600,00 \$		Sommaire: Services de médecins spécialistes/Exercice de la médecine	

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés						Processus de soumission
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires	
753001015-131	Gestion Immobilière Devcorp inc.	2 409,95 \$	2 409,95 \$	Sommaire: Services d'aménagement de bureau - gestion de parc mobilier		
753011248-89	Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	1 242,80 \$		Sommaire: Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers		
753026023	Vélocité productions inc.	7 168,92 \$	7 168,92 \$	Sommaire: Services de production vidéo/Services de photographie		
753026153	Litho Chic inc.	2 705,00 \$	2 705,00 \$	Sommaire: Impression de publications/Services de reprographie		
753026219	Hôtel Intercontinental Montréal	4 529,00 \$	4 529,00 \$	Sommaire: Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion		
753026221	Hôtel Neilligan inc.	2 797,92 \$	2 797,92 \$	Sommaire: Services de restauration et traiteurs		
753026689	Publicité MACA inc.	1 383,00 \$	1 383,00 \$	Sommaire: Services de production vidéo/Services de photographie		

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés					Processus de soumission
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires
753026877	Hortam	1 020,00 \$		Sommaire: Services horticoles : plantes ornementales, arbustes ou arbres/Horticulture	
753027246	Encadrements Ste-Anne	2 983,50 \$		Sommaire: Services de montage ou d'encadrement de photos ou de tableaux/Graphisme	
753027634	Voyages Plein Sud	1 084,00 \$		Sommaire: Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers	
753027916	Modeme l'imprimeur	2 760,00 \$		Sommaire: Impression de publications/Services de reprographie	
753028611	Manoir des Sables inc.	1 206,29 \$		Sommaire: Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion	
753028867	Frais Café NPH inc.	1 482,60 \$		Sommaire: Services de restauration et traiteurs	
753029169	Atelier Imagic, L'	1 482,00 \$		Sommaire: Impression de publications/Services de reprographie	

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES

Numéro de la fiche: RG5

1 avril 2011 au 29 février 2012

Contrats octroyés					Processus de soumission	
No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Montant détail	Description	(1) Soumissionnaires	
753029511	Litho Chic inc.	2 525,00 \$		Sommaire: Impression de publications/Services de reprographie		
			2 525,00 \$			
753029785	Imprimerie Budget (9011-7946 Québec inc.)	5 054,00 \$		Sommaire: Impression de publications/Services de reprographie		
			5 054,00 \$			
753030335	Centre Mont-Royal inc.	22 830,50 \$		Sommaire: Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion		
			22 830,50 \$			
753030852	J. B. Deschamps inc.	3 154,00 \$		Sommaire: Impression de publications/Services de reprographie		
			3 154,00 \$			
753030988	Technic Alarme inc.	2 841,25 \$		Sommaire: Services de systèmes de sécurité/Sûreté et sécurité personnelle		
			2 841,25 \$			

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non-conforme lorsque le montant est à 0.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 6

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

Aucun contrat octroyé pendant l'année financière 2011-2012 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : Direction des opérations financières et contractuelles (28-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 7

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sont incluses dans la fiche RG 5 des demandes
de renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des opérations financières et contractuelles (28-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 8

<p>Titre :</p> <p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>

<p>Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.</p>

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Le ministère du Travail n'a initié aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ en 2011-2012.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (03-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 10

Titre :

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité de la ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

PHOTOCOPIE :	28 671 \$
MOBILIER DE BUREAU :	2 888 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE :	476 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS :	276 925 \$
PERFECTIONNEMENT :	
Congrès et colloques :	
Au Québec	4 344 \$
À l'extérieur du Québec	2 865 \$
Perfectionnement :	
Au Québec	16 131 \$
À l'extérieur du Québec	0 \$

SOURCE : Direction des opérations financières et contractuelles (12-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 11

Titre :

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables;
- les iPad ou autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs.

Nombre d'appareils (cellulaires, blackberry) : 28

Ordinateurs portables, Ipad ou autre tablette électronique : 2

Coût d'acquisition et d'utilisation : 38 500,80 \$

Nom des fournisseurs : Bell
Rogers
Telus

Coût des contrats téléphoniques : Entre 22,45 \$ et 22,85 \$ par mois / Cellulaire
Entre 40,85 \$ et 67,85 \$ par mois / BlackBerry

SOURCE : Direction de la gestion des espaces et des services auxiliaires (12-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 12

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

h) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Répartition par catégorie d'emplois et groupe d'âge

Personnel d'encadrement	Total	%
- de 35 ans	1	0,8 %
35 ans et +	9	7,3 %
TOTAL	10	8,1 %

Professionnels	Total	%
- de 35 ans	8	6,5 %
35 ans et +	55	44,7 %
TOTAL	63	51,2 %

Fonctionnaires	Total	%
- de 35 ans	4	3,3 %
35 ans et +	46	37,4 %
TOTAL	50	40,7 %

Total par groupe d'âge	Total	%
Total - de 35 ans	13	10,6 %
Total 35 et +	110	89,4 %
TOTAL	123	100,0 %

Répartition de membres de groupes cibles par catégories d'emplois et groupes d'âge

Personnel d'encadrement	Total
- de 35 ans	0
35 ans et +	0
TOTAL	0

Professionnels	Total
- de 35 ans	3
35 ans et +	5
TOTAL	8

Fonctionnaires	Total
- de 35 ans	0
35 ans et +	7
TOTAL	7

Total par groupe d'âge	Total	
	Nbre	%
- de 35 ans	3	2,4
35 ans et +	12	9,8
TOTAL	15	12,2

Notes : Une (1) personne est identifiée dans plus d'un groupe cible, cette personne est comptabilisée parmi les autochtones et également comme anglophone.
Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions b) à f) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

b) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Le nombre de jours de maladie fait référence à l'utilisation du code d'absence 120. Total pour le Ministère : 699,5 jours.

c) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) Le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.

Nombre d'heures effectuées au total : 2 106,22

Nombre d'heures payées : 1 127,26

Nombre total d'heures compensées : 978,96

e) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Moyenne mensuelle : 222,5 jours

f) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

g) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

h) Le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012

Catégorie d'emplois	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Haute direction	4	4	3
Cadre	8	8	7
Professionnel	61	61	63
Technicien	21	21	18
Soutien	34	34	32
Total	128	128	123

Note : Les données des tableaux précédents ne concernent que le personnel assujéti à la Loi sur la fonction publique.

j) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite).

PÉRIODE	CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL
Au 26 février 2010	Professionnels	7
Au 25 février 2011	Professionnels	6
Au 24 février 2012	Professionnels	7

k) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

PÉRIODE	TOTAL
Au 26 février 2010	14
Au 25 février 2011	13
Au 24 février 2012	13

l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (effectif total autorisé).

Au 1^{er} avril 2009 : 136
Au 1^{er} avril 2010 : 130
Au 1^{er} avril 2011 : 127
Au 1^{er} avril 2012 : 134

La ventilation par catégories d'emploi n'est pas disponible.

m) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : MESS - DGARH – DPEOA (11-04-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION : MESS - DGARBFM (11-04-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 13

Titre :

Pour chaque ministère et organismes, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor
pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MESS – DGARH – DPEOA (28-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : MESS – DGARBFM (28-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 14

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d’eux :

- l’emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d’aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l’espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

La Société immobilière du Québec répondra à la question à l’exception des coûts et de la nature des travaux des aménagements.		
Adresse	Nature des travaux	Coûts des aménagements
200, Chemin Sainte-Foy, Québec, (Québec)	Déménagements et réaménagements :	1 838,50 \$
	Construction et contrats d’entretien :	10 896,80 \$
35, rue Port-Royal, Montréal, (Québec)	Aucune dépense n’a été engagée pour des aménagements et des travaux.	
Bureau de comté 7077, rue Beaubien Est, Montréal (Québec)	Aucune dépense n’a été engagée pour des aménagements et des travaux.	
500, Boul. René-Lévesque, Montréal, (Québec)	Aucune dépense n’a été engagée pour des aménagements et des travaux.	

SOURCE : Direction de la gestion des espaces et des services auxiliaires (28-02-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (27-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 15

Titre :

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

Aucune dépense n'a été engagée pour des déménagements, des aménagements et des travaux.

SOURCE : Direction de la gestion des espaces et des services auxiliaires (23-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
(27-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 16

CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME LISE THÉRIAULT

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

A) CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME LISE THÉRIAULT

NOM	FONCTION	DATE DE FIN D'EMPLOI	PORT D'ATTACHE
Bédard, Louise	Directrice de cabinet		Québec
Belhoul, Wahiba	Employée de soutien	2012-02-08	Montréal
Brousseau-Plante, Émilie	Employée de soutien		Québec
Daoust, Marie-France	Attachée politique		Montréal
Dubé, Marie-Andrée	Attachée politique		Québec
Fortin, Harold	Attaché politique	2011-06-17	Montréal
Lapointe, Martin	Attaché politique		Montréal
Leclerc, Carole	Attachée politique		Québec
Ricard, Hélène	Employée de soutien		Québec
Robert, Charles	Attaché politique		Québec
Roy, Jack	Attaché politique		Québec
Santamaria, Teresa	Attachée politique		Montréal
Simard, François-William	Attaché politique	2012-02-10	Québec
Tremblay, Matthieu	Employé de soutien	2012-01-06	Québec
Veilleux, Sarah	Employée de soutien	2011-11-11	Montréal

Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

B)	<p>DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET</p> <p>Directrice de cabinet : la directrice de cabinet est chargée de diriger les membres du personnel du cabinet, elle s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que la ministre peut lui assigner.</p> <p>Attachés politiques : les attachés politiques sont chargés de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; ils remplissent notamment les fonctions de responsables des communications, d'attachés de presse, de recherchistes, d'attachés politique régional ou de circonscription.</p> <p>Personnel de soutien : le personnel de soutien est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaire au bon fonctionnement du cabinet.</p>
C)	<p>MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS VERSÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2011-2012.</p> <p>Comme le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats versés par le cabinet constituent des renseignements confidentiels au sens de la loi d'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les seules données fournies sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Salaires versés * : 604 051 \$ • Contrats : 0 \$ <p>* Incluent le salaire des étudiants</p>
D)	<p>LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.</p>
E)	<p>LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET : 10</p>
F)	<p>LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE : Aucun</p>
G)	<p>S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES <i>DIRECTIVES SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE ET DE CERTAINES FONCTIONS DE L'ÉTAT.</i></p> <p>Tous les employés de cabinets ministériels doivent signer ces directives lors de leur entrée en fonction.</p>

SOURCE : MESS – DGARBFM (12-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : MESS – DGARH – DPEOA (12-04-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 17

Titre :

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire :

- de la ministre;
- du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
a) de la ministre	
Tournoi Marie-Ève Allard	1 500,00 \$
École secondaire Nikanik	500,00 \$
Centre Viomax	500,00 \$
Club de Soccer de Saint-Lambert inc.	2 000,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge	200,00 \$
AFEAS - Femmes en mouvement	500,00 \$
C.A.D.O. Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais	500,00 \$
Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	500,00 \$
Centre de formation professionnelle le Fierbourg (CS des Premières-Seigneries)	300,00 \$
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants	200,00 \$
Festiblues international de Montréal	500,00 \$
Festival de la famille d'Argenteuil	500,00 \$
Festival Forestier de Shipshaw	500,00 \$
Fondation du Centre de Réadaptation Ubald-Villeneuve	500,00 \$
Fondation Madeli-aide	500,00 \$
Fondation Opti-Vie inc.	2 000,00 \$
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec (FSPQ) inc.	1 000,00 \$
Jeunesse au soleil incorporée	500,00 \$
Maison des Jeunes à Ma Baie inc.	500,00 \$
Org. de Comm. pour l'ouverture et le rapp. interculturel C.O.R.	500,00 \$
Prix du Duc d'Édimbourg	200,00 \$
Rencontre Châteauguoise	500,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge	500,00 \$
Tour cycliste de l'Abitibi inc.	500,00 \$
Travail de rue communautaire de la MRC de Maskinongé	500,00 \$
Association des personnes adoptées d'Haïti	500,00 \$
Conseil québécois des Gais et Lesbiennes (CQGL)	100,00 \$
Fabrique de la paroisse Notre-Dame-de-Vanier	500,00 \$
Héritage maritime Canada	500,00 \$

Association des industriels d'Anjou	2 500,00 \$
Association Internationale des Études Québécoise (AIEQ)	300,00 \$
Centre de formation en entreprise et récupération de la Vallée-de-la-Gatineau	1 000,00 \$
FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	3 000,00 \$
Fondation de la tolérance	500,00 \$
Fondation du Centre Jacques Cartier	500,00 \$
Fondation du Centre jeunesse de Montréal	1 000,00 \$
Jeux des 50 ans et Plus de la Gaspésie et des Îles	7 000,00 \$
Leucan Québec	1 000,00 \$
Maison de Jeunesse Douze - Dix-Sept de Valleyfield	1 000,00 \$
Semaine irlandaise de Douglstown	1 000,00 \$
Service d'aide communautaire Anjou inc.	2 500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montréal)	200,00 \$
Vieux-métiers, les métiers vivants	500,00 \$
Village en Chanson de Petite-Vallée	3 000,00 \$
Arche Agape inc.	250,00 \$
Baseball Québec	100,00 \$
Centre d'hébergement l'Entre-Toit inc.	500,00 \$
Communauté hellénique du Grand Montréal	250,00 \$
Cyclo-don de la maison du bouleau blanc	500,00 \$
Festival Urban Jam	500,00 \$
Fondation Fabienne Colas	500,00 \$
Maison Carignan inc.	500,00 \$
Petits Chanteurs du Mont-Royal	500,00 \$
Ville de New Richmond	500,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	2 500,00 \$
Ass. du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Montréal régional	1 200,00 \$
Centre communautaire de Bulwer inc.	500,00 \$
Centre de formation en entreprise et récupération de Rocher Percé	800,00 \$
Centre de recherche-action sur les relations raciales (Québec)	1 500,00 \$
Comité d'action politique franco-québécois	500,00 \$
Été jeunesse Gaspé	500,00 \$
Étincelles de bonheur du Haut St-François	500,00 \$
Institut pacifique	500,00 \$
Maison des familles de la Matapédia	500,00 \$
Maison des Jeunes "Par la Grand'Porte"	500,00 \$
Moisson Montréal inc.	3 300,00 \$
Parents d'Enfants Présentants des Troubles de l'Attachement	500,00 \$
Association culturelle haïtienne "La Perle Retrouvée"	500,00 \$
Fondation d'aide directe - Sida Montréal	500,00 \$
Fondation des Maladies de l'Œil	200,00 \$
Fondation du cancer du sein du Québec	500,00 \$
Groupe-Conseil en développement de l'habitation de Montréal	500,00 \$
Jeunesse Lambda	500,00 \$
Société du Patrimoine de Sainte-Claire	100,00 \$
Action interculturelle de développement et d'éducation (AIDE) inc.	500,00 \$

Club de boxe Underdog	100,00 \$
Ensoleilvent (Maison Daniel Doré)	500,00 \$
Fondation André Dédé Fortin	500,00 \$
Fondation du Centre des Femmes de Montréal	1 000,00 \$
Logis Rose-Virginie	2 500,00 \$
Maison de l'Abondance	500,00 \$
Projet de Prévention des Toxicomanies: Cumulus	1 000,00 \$
Chambre de Commerce de l'Est de Montréal	5 000,00 \$
Fondation des étoiles	2 000,00 \$
Regroupement des Gestionnaires et Copropriétaires du Québec	5 000,00 \$
Action des femmes handicapées (Montréal)	500,00 \$
Association des femmes de carrière du Québec métropolitain	500,00 \$
Association touristique régionale Gaspésie	200,00 \$
Atelier 850	500,00 \$
Bouffe additionnelle	500,00 \$
Chambre de Commerce du Grand Sainte-Agathe	500,00 \$
Chez Philo, Coopérative de solidarité d'alimentation	500,00 \$
Commission scolaire du Fer (Centre éducatif l'Abri)	250,00 \$
Communauté Sépharade unifiée du Québec	500,00 \$
Fondation Jeunes Étoiles	250,00 \$
Fondation Le Grand Chemin	500,00 \$
Fondation Louis-St-Laurent	500,00 \$
GRIS - Montréal	500,00 \$
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec inc.	500,00 \$
Jeunesse au soleil incorporée	500,00 \$
Laurential Regional High School	500,00 \$
Logements de l'Outaouais inc.	300,00 \$
Maison Sam X	250,00 \$
Office des personnes handicapées du Québec	500,00 \$
Refuge des Jeunes de Montréal	200,00 \$
Regroupement des Jeunes Chambres de Commerce du Québec	3 000,00 \$
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	500,00 \$
Soupapes de la Bonne humeur inc.	500,00 \$
Fondation du Centre Jeunesse de Québec	600,00 \$
Armée du Salut	500,00 \$
Banques alimentaires Québec	2 000,00 \$
Barreau de Montréal	3 000,00 \$
Classique hivernale amateur	200,00 \$
Fondation du Centre jeunesse de Montréal	1 000,00 \$
Fondation Émergence	5 000,00 \$
Foyer de Jeunes Travailleurs et Travailleuses de Montréal	500,00 \$
Journée carrière Rotary	500,00 \$
Maison des jeunes de Pierrefonds inc.	500,00 \$
Maison des Jeunes Kekpart	500,00 \$
Ressources d'orientation communautaire de Kénogami (R.O.C.K.)	500,00 \$
Rues principales St-Romuald inc.	250,00 \$

Allô Prof!	500,00 \$
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources Références d'Anjou	2 000,00 \$
Leucan inc.	1 000,00 \$
Université de Montréal	2 500,00 \$
Centre de formation professionnelle le Fierbourg (CS des Premières-Seigneries)	200,00 \$
École FACE (CS de Montréal)	500,00 \$
Espace Outaouais	300,00 \$
Fédération des Commissions Scolaires du Québec	10 000,00 \$
Fondation de l'école St-Michel	300,00 \$
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)	1 000,00 \$
La Traversée	200,00 \$
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île	600,00 \$
Le Pivot	500,00 \$
P'tite école de Lac-Édouard	1 500,00 \$
Regroupement des Auberges du Cœur du Québec	300,00 \$
Service bénévole d'entraide Anjou inc.	1 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	1 000,00 \$
Société Alzheimer Rive-Sud	500,00 \$
Victimaide	2 500,00 \$
Ass. québécoise étudiantes ayant des incapacités post-sec (AQEIPS)	500,00 \$
Association régionale de soccer Bourassa inc.	300,00 \$
Coalition Proprio-Béton	2 000,00 \$
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier - École Terry Fox	500,00 \$
Festival de la Chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	1 000,00 \$
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ) - Hôpital Saint-François d'Assise	2 500,00 \$
Gala Noir et Blanc Au-Delà du Racisme	1 500,00 \$
Maison des jeunes de Duberger	500,00 \$
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	2 000,00 \$
Syndicat de Champlain (CSQ)	1 200,00 \$
Université Laval	2 000,00 \$
Association des centres jeunesse du Québec	25 000,00 \$
Association des industriels d'Anjou	5 000,00 \$
Association jamaïquaine de Montréal inc.	500,00 \$
Carrefour action municipale et familles	500,00 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi Anjou/Saint-Justin	4 000,00 \$
Centre Aimage communautaire - pour personnes âgées	1 000,00 \$
Centre communautaire Hochelaga	500,00 \$
Centre de prévention du suicide C.P.S. (Québec)	1 000,00 \$
Circuit des Arts memphrémagog	300,00 \$
Club de soccer de Magog	250,00 \$
Corporation du cinéma Station Vu	1 000,00 \$
Défi sportif des athlètes handicapés	1 000,00 \$
Fédération des femmes du Québec	2 500,00 \$
Festival des Molières	250,00 \$
Festival du Jamais Lu	500,00 \$
Fondation canadienne du rein	200,00 \$

Fondation des Parlementaires Québécois : Des Cultures à Partager	1 000,00 \$
Fondation du Centre jeunesse de Montréal	1 000,00 \$
Fondation pour l'Alphabétisation	500,00 \$
Fondation Sourdivine	1 000,00 \$
Force Jeunesse inc.	1 000,00 \$
Grand Défi de Victoriaville	1 000,00 \$
Maison des jeunes l'Atôme	500,00 \$
Patro de Charlesbours inc.	300,00 \$
Place des jeunes en région	1 000,00 \$
R.O.C.H.A. (Regr. organismes communautaires & humanitaires d'Anjou)	1 500,00 \$
Sac à Dos	2 000,00 \$
Scouts du Montréal métropolitain	25 000,00 \$
Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	500,00 \$
Service nouveau d'aide communautaire (S.N.A.C.)	500,00 \$
Société Alzheimer de Laval 1995	1 000,00 \$
Unité Domrémy de Val d'Or inc.	1 000,00 \$
Village des aînés de la Vallée de la Gatineau	3 000,00 \$
Amis de l'Est pour la Déficience Intellectuelle	500,00 \$
Fondation du Centre universitaire de santé McGill	1 000,00 \$
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	2 000,00 \$
Le Piolet	1 000,00 \$
Société Parkinson du Grand Montréal	500,00 \$
AFEAS – Femmes en mouvement	5 000,00 \$
Atelier occupationnel Rive Sud inc.	500,00 \$
Les Ballets Jazz de Montréal	1 000,00 \$
Les Œuvres Jean Lafrance inc.	1 000,00 \$
Le Chic Resto Pop	500,00 \$
Club Fraternité FADOQ de Robertsonville inc.	25 000,00 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi Memphrémagog	1 000,00 \$
Deuil-Jeunesse	500,00 \$
Centre d'hébergement Alternatif de Sherbrooke	500,00 \$
Accalmie: Accompagnement et hébergement pour personnes suicidaires	500,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
<u>B) du Ministère</u>	
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés MC	7 500,00 \$
Au Bas de l'échelle inc.	7 000,00 \$
Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales	250,00 \$
Femmes d'affaires sans frontière	1 000,00 \$
Université Laval (Département des relations industrielles)	1 500,00 \$
Université de Montréal (École de relations industrielles)	2 500,00 \$

SOURCE : Bureau du sous-ministre (22-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 18

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2012-2013.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor,
et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MESS – DGARH - DPEOA (19-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : MESS – DGARBFM (26-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 19

<p>Titre :</p> <p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégories d’âge en 2011-2012.</p>

<p>Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.</p>

SOURCE : MESS – DGARH - DPEOA (19-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION : MESS – DGARBFM (26-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 20

<p>Titre :</p> <p>Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.</p>
--

<p>Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.</p>

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 21

Titre :

Liste du personnel, hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Il n'y a pas de personnel concerné au ministère du Travail.

SOURCE : MESS - DGARH – DPEOA (29-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : MESS - DGARBFM (29-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 22

<p>Titre :</p> <p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'assignation initiale;- l'assignation actuelle;- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

<p>Il n'y a pas de personnel concerné au ministère du Travail.</p>
--

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 23

Titre :

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

Abonnements :

Associations

Communication DEMO

La presse canadienne

Le courrier parlementaire

Lois et jurisprudence, banques de données

Revue – journaux – périodiques

Services de la DGACQ – CSPQ

Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)

Clubs privés, billets de saisons :

Aucune dépense ministérielle n'est associée à des clubs privés ou autres, ni à des billets de saison ou de loges.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (03-04-2012)

COLLABORATION : Unités ministérielles

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 24

Titre :

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

WWW.TRAVAIL.GOUV.QC.CA

WWW.CCTM.GOUV.QC.CA

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

- Travail : Centre des services partagés du Québec (CSPQ)
- CCTM : Beaulieu Multimédia

Le coût de l'entretien et de la mise à jour

- Travail : L'entretien et les mises à jour sont assurés par le personnel de la Direction des communications du Ministère
- CCTM : Ces actions sont faites par la firme . Le coût payé en 2011-2012 a été de 6 470 \$

La responsable du contenu sur le site

- Travail : Mme Annie Guertin
- CCTM : M. Fernand Matteau

La fréquence moyenne de mise à jour

- Travail : Environ 1 à 2 fois par jour
- CCTM : Trois fois par mois

Travail : Combien de fois le site a-t-il été refait? Quatre fois

- 1996 : premier site réalisé à l'interne.
- 1998 : refonte complète.
- 2005 : pour un rafraîchissement visuel de l'interface de même que pour l'image ministérielle ainsi qu'une bonne part des contenus.
- 2009-2010 : refonte complète.
- Quel en a été le coût?
 - 1996 : implantation du premier site (réalisé à l'interne, pas de contrat).
 - 1998 : 4 500 \$ (numéro de contrat : T9819).
 - 2005 : 5 700 \$ (numéro de contrat : MTR0513).
 - 2009-2010 : 45 887 \$: première étape de la refonte du site).
 - 2010-2011 : 33 258 \$: deuxième et dernière étape de la refonte du site (infrastructure, analyse et développement, moteur de recherche, etc.).

- Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- 1996 : implantation du premier site (réalisé à l'interne, pas de contrat).
- 1998 : refonte complète, mise à jour de l'arborescence, des contenus, du visuel, etc.
- 2005 : refonte partielle : créations visuelles (image du Ministère, éléments graphiques thématiques) et révision d'une bonne partie des contenus.
- 2009-2010 : la technologie utilisée était désuète. Arborescence et ergonomie du contenu revues. Ajout de fonctionnalités pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Actualisation de la facture graphique en fonction de la nouvelle image corporative.

Dans le cadre de son plan stratégique de communication (objectif 2.2), le Ministère devait se positionner comme un acteur incontournable dans le domaine du travail. Pour atteindre cet objectif, son site Web se devait d'être une référence en la matière, d'où l'utilisation d'une approche microportail.

CCTM : Combien de fois le site a-t-il été refait? Deux fois

- **Quel en a été le coût?**

400 \$ et 3 020, 64 \$

- **Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

Le site Internet du CCTM a été modifié une première fois au coût de 400 \$ afin d'en améliorer l'efficacité. Le site a été refait en totalité à l'hiver 2004 afin de le rendre conforme au Cadre de diffusion de l'information gouvernementale dans Internet au coût de 3 020,64 \$.

SOURCE : Direction des communications et CCTM (23-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 25

Titre :

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

La réponse à cette question se retrouve à la question RG 5.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 26

Titre :
Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle n’a eu lieu pour la période donnée.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 27

<p>Titre</p> <p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none">- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
<p>Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.</p>

SOURCE : Bureau du sous-ministre (22-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 28

Titre

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Il n'y a pas d'adjoint parlementaire pour le ministère du Travail.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (22-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 29

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 30

Titre :
Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor,
et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secteur du budget (21-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 31

Titre :

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel de gestion 2011-2012 des ministères et organismes.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 32

<p>Titre :</p> <p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.</p>
--

<p>La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.</p>
--

SOURCE : Secteur du budget (21-03-2012)
COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 33

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

S/O

SOURCE : Secteur du budget (21-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 34

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

S/O

SOURCE : Bureau du sous-ministre (28-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 35

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonis.

	BONIS POUR RENDEMENT EXCEPTIONNEL 2011-2012
Nombre	4
Montant	6 462,39

SOURCE : MESS - DGARH – DPEOA (11-04-2012)
COLLABORATION : MESS – DGARBFM (11-04-2012)
VALIDATION : MESS – DGARBFM (11-04--2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 36

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ.

SOURCE : MESS - DGARH – DPEOA – (12-04-2012)
COLLABORATION : MESS – DGARBFM – 2012-03-14
VALIDATION : MESS - DGARBFM – 2012-03-26

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
	Général
1	Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
4	État d'avancement des travaux faisant suite au Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel.
6	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
7	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).
8	Coûts des services de sécurité entourant la ministre du Travail lors de l'étude du projet de loi 33 à l'automne 2011.
	Bureau d'évaluation médicale (BEM)
58	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années et depuis le début de 2012.
59	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et depuis le début de 2012.
60	Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.
61	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
62	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.
63	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
64	Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
65	Nombre d'avis demandés par la CSST, même s'il n'y a pas contestation.
	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre (CCTM)
99	Liste des avis demandés par la ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis à la ministre au cours des deux dernières années, en indiquant l'état des travaux en cours.
100	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et celle en cours.
101	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.
102	Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre » ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.
	Licenciement collectif
103	Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1 ^{er} décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a. nom et adresse de l'entreprise;b. date de l'avis et/ou de la fermeture;c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;d. nombre total d'employés de l'entreprise;e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f. motifs du licenciement.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 1

Titre :

Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Le ministère du Travail est en entente de services avec le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) pour ses ressources informationnelles.

Sommes dépensées en 2011-2012 : **1,5 M\$**

Répartition : 1,3 M\$ pour les services de base et 0,2 M\$ pour les services sur demande (amélioration continue)

Prévisions 2012-2013 : **1,4 M\$**

Répartition prévue : 1,1 M\$ pour les services de base et 0,3 M\$ pour les services sur demandes.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (04-04-2012)

COLLABORATION : CSPQ-TI

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 2

Titre :

Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.

1. Alliance recherche université-communautés, ARUC-innovations, travail, emploi
2. Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction
3. Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction
4. Comité de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO)
5. Comité de négociation des ententes de sécurité sociale
6. Comité de politique stratégique
7. Comité interministériel *Association of Labor Relations Agencies* (ALRA)
8. Comité interministériel concernant les Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO)
9. Comité interministériel de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014
10. Comité interministériel du 200 pour le développement durable
11. Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés
12. Comité interministériel sur l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)
13. Comité interministériel sur la mobilité de la main-d'œuvre (CIMMO)
14. Comité interministériel sur la recherche et l'innovation (CIRI)
15. Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum
16. Comité interministériel sur la santé publique
17. Comité interministériel sur le développement durable (CIDD)
18. Comité interministériel sur le programme de navettage durable
19. Comité interministériel sur les affaires de l'Organisation internationale du travail (IOIT)
20. Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
21. Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP)
22. Table d'accompagnement conseil des entreprises du secteur privé (TACEP)

SOURCE : Bureau du sous-ministre (05-04-2012)

COLLABORATION : Unités ministérielles

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 4

Titre :
État d'avancement des travaux faisant suite au Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel.

Le ministère du Travail a poursuivi sa réflexion concernant les différents volets du Rapport sur les besoins de protection sociale en situation de travail non traditionnel. Des travaux sont en cours, notamment en ce qui concerne les recommandations portant sur les agences de placement temporaire.

SOURCE : Ministère du Travail — Direction des politiques du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : BSMAPR (31-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 6

Titre :

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous référer à la question 5 des demandes des renseignements généraux de l'Opposition officielle.

SOURCE : MESS – DGARH – DPEOA (26-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION : MESS – DGARBFM (28-03-2012)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 7

Titre :

Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d’accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d’accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

AUCUN

SOURCE : Bureau du sous-ministre (02-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 8

<p>Titre :</p> <p>Coûts des services de sécurité entourant la ministre du Travail lors de l'étude du projet de loi 33 à l'automne 2011.</p>
--

<p>AUCUN</p>

SOURCE : Bureau du sous-ministre (30-03-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION:

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 58

Titre :

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années et depuis le début de 2012.

Nombre de dossiers au BEM 2009-2012

Année civile	Total
2012*	2 106
2011	9 834
2010	10 702
2009	10 205

*Pour l'année 2012, du 1^{er} janvier au 29 février inclusivement.

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen de convocation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2012*	26,4	11,6	38,0
2011	21,6	11,3	32,8
2010	26,7	12,0	38,7
2009	34,2	13,6	47,9

*Pour l'année 2012, du 1^{er} janvier au 29 février inclusivement.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 59

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Le Bureau d'évaluation médicale ne dispose pas de données concernant le nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 60

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Nombre de dossiers au BEM 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012

Année financière	CSST	Employeur	CSST et employeur	Total
2011-2012*	2 694	6 046	2	8 742
2010-2011	3 162	7 438	2	10 602
2009-2010	2 788	7 797	3	10 588
2008-2009	2 795	7 589	4	10 388

NOTE :

2011-2012* : Période du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012.
2010-2011 : Période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.
2009-2010 : Période du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010.
2008-2009 : Période du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012).

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 61

Titre :

Liste des membres du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Bureau d'évaluation médicale	
Répartition des membres selon la spécialité médicale	
Période du 1 ^{er} avril 2008 au 31 mars 2009	
Spécialités	Membres
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie cardio-vasculaire et thoracique	Douville, Yvan
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lambert, Jacques
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Dalcourt, Jean-Pierre
	Daoud, Hany
	Desjardins, André L.
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jacques, Ulrick
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Denis
	Laflamme, Georges H.
	Landry, René

	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles
	Michaud, Marc Ross
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Pilon, Luc
	Turcotte, Robert
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Bérubé, Réjean
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Gastro-entérologie	Tremblay, René M.
Neurochirurgie	Bouchard Jean-Marie
	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Mercier, Claude
	Molina-Negro, Pedro
	Séguin, Mario
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Filiatrault, Robert
	Verret, Louis
Omnipraticien (Généraliste)	Tremblay, Jean
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie	Abboud, Samir
Physiatrie	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques-A.
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Fortin, Hélène
	Gaudet, Lyne
	Laliberté, Richard
Urologie	Perreault, Jean-Paul

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 61

Titre :

Liste des membres du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Bureau d'évaluation médicale	
Répartition des membres selon la spécialité médicale	
Période du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	
Spécialités	Membres
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lambert, Jacques
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles

	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Turcotte, Robert
	Wiltshire, David G.
	Younès, Chahine
Chirurgie plastique	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Endocrinologie	Duclos, Pierre
Gastro-entérologie	Tremblay, René M.
Hématologie	Tessier, Claude
Neurochirurgie	Bouchard Jean-Marie
	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Mercier, Claude
	Séguin, Mario
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Filiatrault, Robert
	Verret, Louis
Omni praticien (Généraliste)	Tremblay, Jean
	Dalcourt, Jean-Pierre
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie	Abboud, Samir
Physiatrie	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques-A.
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Croteau, Benoit
	Gaudet, Lyne
	Fortin, Hélène
	Laliberté, Richard
	Wapler, Michel

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 61

Titre :
Liste des membres du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par spécialité.	
Bureau d'évaluation médicale	
Répartition des membres selon la spécialité médicale	
Période du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	
Spécialités	Membres
Anesthésiologie	Veillette, Yves
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lambert, Jacques
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu

	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Wiltshire, David G.
	Younès, Chahine
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Endocrinologie	Duclos, Pierre
Gastro-entérologie	Tremblay, René M.
Hématologie	Tessier, Claude
Neurochirurgie	Bouchard Jean-Marie
	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Mercier, Claude
	Michaud, Ysabelle
	Séguin, Mario
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Filiatrault, Robert
	Verret, Louis
Omnipraticien (Généraliste)	Tremblay, Jean
	Dalcourt, Jean-Pierre
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie	Abboud, Samir
Physiatrie	Bazinet, Brigitte
	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques-A.
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Croteau, Benoit
	Gaudet, Lyne
	Fortin, Hélène
	Laliberté, Richard
	Wapler, Michel
Rhumatologie	Hazeltine, Mark
Urologie	Vézina, Jean-Guy

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 61

Titre :

Liste des membres du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par spécialité.	
Bureau d'évaluation médicale	
Répartition des membres selon la spécialité médicale	
Période du 1 ^{er} avril 2011 au 29 février 2012	
Spécialités	Membres
Anesthésiologie	Veillette, Yves
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Famararze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil

	Maurais, Gilles
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Endocrinologie et métabolisme	Duclos, Pierre
Hématologie	Tessier, Claude
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Tremblay, Jean
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Neurochirurgie	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Séguin, Mario
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Verret, Louis
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Croteau, Benoit
	Fortin, Hélène
	Laliberté, Richard
Rhumatologie	Hazeltine, Mark
Urologie	Vézina, Jean-Guy

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 62

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Bureau d'évaluation médicale	
Répartition du nombre de patients évalués par médecin	
Période du 1 ^{er} avril 2008 au 31 mars 2009	
Membres	Nombre
Blondeau, François	4
Douville, Yvan	1
Carrier, Jude	4
Lambert, Jacques	20
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	99
Beaumont, Pierre	135
Bouchard, Henri-Louis	201
Cloutier, Réjean	76
Corriveau, Mario	99
Dalcourt, Jean-Pierre	225
Daoud, Hany	366
Desjardins, André L.	8
Desloges, Danielle	312
Duchesne, Robert	137
Dufour, Marcel	184
Fallaha, Michel	93
Fournier, Karl	414
Gagnon, Serge	117
Gagnon, Sylvain	22
Greenfield, Garry	167
Grenier, Réjean	399
Hébert, Pierre-Paul	374
Jodoin, Alain	287
Knight, Richard Stuart	207
Labelle, Hubert	135
Lacoursière, Jean-P.	316
Laflamme, Georges H.	354
Landry, René	155
Leclerc, Georges-E.	47
Lemire, Luc	95
Lirette, Richard	163
Mac, Thien Vu	249

Masri, Khalil	230
Maurais, Gilles	425
Morazain, Louis	257
Morin, Benoit	78
Morin, François	82
Nault, Théodore	56
Ortaaslan, Sevan Grégory	230
Paradis, Gaston R.	65
Turcotte, Robert	4
Wiltshire, David G.	349
Bérudé, Réjean	12
Léveillé, André	317
Pelletier, Johanne	91
LaBelle, Hubert R.	4
Moreau, Linda	11
Tremblay, René M.	3
Bouchard Jean-Marie	2
Bouvier, Guy	112
Demers, Jacques	160
McLelland, Hans	33
Mercier, Claude	1
Molina-Negro, Pedro	297
Séguin, Mario	36
Bourgeau, Pierre	211
Copti, Michel C.	21
Filiatrault, Robert	14
Verret, Louis	24
Tremblay, Jean	51
Mathieu, Anne-Marie	4
Mathieu-Millaire, Francine	12
Abboud, Samir	42
D'Anjou, Jean-Maurice	110
Duranceau, Jacques-A.	394
Lacoste, Pierre	149
Leclair, Richard	134
Raymond, Denis	111
Cartier, André	3
Desmeules, Marc	2
Benoit, Suzanne	107
Fortin, Hélène	84
Gaudet, Lyne	8
Laliberté, Richard	32
Perreault, Jean-Paul	3

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 62

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Bureau d'évaluation médicale	
Répartition du nombre de patients évalués par médecin	
Période du <u>1^{er} avril 2009</u> au <u>31 mars 2010</u>	
Membres	Nombre
Blondeau, François	5
Carrier, Jude	5
Lambert, Jacques	22
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	105
Beaumont, Pierre	150
Bouchard, Henri-Louis	205
Cloutier, Réjean	72
Corriveau, Mario	114
Dalcourt, Jean-Pierre	249
Daoud, Hany	589
Desloges, Danielle	325
Duchesne, Robert	135
Dufour, Marcel	320
Fallaha, Michel	107
Fournier, Karl	445
Gagnon, Serge	114
Gagnon, Sylvain	0
Greenfield, Garry	155
Grenier, Réjean	374
Hébert, Pierre-Paul	484
Jodoin, Alain	303
Knight, Richard Stuart	158
Labelle, Hubert	110
Lacoursière, Jean-P.	392
Laflamme, Georges H.	373
La Haye, Bruno	7
Landry, René	175
Leclerc, Georges-E.	88
Lemire, Luc	54
Lirette, Richard	159
Mac, Thien Vu	198
Masri, Khalil	267

Maurais, Gilles	392
Morazain, Louis	208
Morin, Benoit	56
Morin, François	63
Nault, Théodore	91
Ortaaslan, Sevan Grégory	209
Paradis, Gaston R.	97
Turcotte, Robert	2
Wiltshire, David G.	365
Léveillé, André	330
Pelletier, Johanne	89
LaBelle, Hubert R.	5
Moreau, Linda	14
Tremblay, René M.	4
Bouchard Jean-Marie	64
Bouvier, Guy	102
Demers, Jacques	216
McLelland, Hans	33
Mercier, Claude	57
Séguin, Mario	36
Bourgeau, Pierre	290
Copti, Michel C.	35
Filiatrault, Robert	19
Masson, Hélène	1
Verret, Louis	10
Tremblay, Jean	152
Mathieu, Anne-Marie	10
Mathieu-Millaire, Francine	12
Abboud, Samir	61
Bazinet, Brigitte	26
D'Anjou, Jean-Maurice	26
Duranceau, Jacques-A.	409
Lacoste, Pierre	140
Leclaire, Richard	83
Raymond, Denis	81
Cartier, André	4
Desmeules, Marc	0
Bélanger, Michèle	6
Benoit, Suzanne	111
Fortin, Hélène	107
Gaudet, Lyne	3
Laliberté, Richard	131
Wapler, Michel	13

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 62

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Bureau d'évaluation médicale	
Répartition du nombre de patients évalués par médecin	
Période du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	64
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	101
Bazinet, Brigitte	115
Beaumont, Pierre	132
Benoit, Suzanne	181
Blondeau, François	2
Bouchard Jean-Marie	0
Bouchard, Henri-Louis	174
Bourgeau, Pierre	175
Bouvier, Guy	121
Carrier, Jude	15
Cartier, André	7
Cloutier, Réjean	135
Copti, Michel C.	39
Corriveau, Mario	146
Croteau, Benoit	47
Dalcourt, Jean-Pierre	237
D'Anjou, Jean-Maurice	129
Daoud, Hany	478
Dehande, Faramarze	14
Demers, Jacques	304
Desloges, Danielle	366
Desmeules, Marc	0
Duchesne, Robert	153
Duclos, Pierre	0
Dufour, Marcel	296
Duranceau, Jacques-A.	366
Duranceau, Louise	162
Fallaha, Michel	128
Filiatrault, Robert	4
Fortin, Hélène	43
Fournier, Karl	446
Gagnon, Serge	112

Gaudet, Lyne	0
Greenfield, Garry	243
Grenier, Réjean	456
Hazeltine, Mark	3
Hébert, Pierre-Paul	355
Jodoin, Alain	254
Knight, Richard Stuart	151
La Haye, Bruno	14
Labelle, Hubert	145
LaBelle, Hubert R.	1
Lacoste, Pierre	130
Lacoursière, Jean-P.	392
Laflamme, Georges H.	279
Laliberté, Richard	152
Lambert, Jacques	1
Lamoureux, Patrice	7
Landry, René	156
Leclaire, Richard	124
Leclerc, Georges-E.	94
Lemire, Luc	62
Léveillé, André	290
Lirette, Richard	147
Mac, Thien Vu	209
Masri, Khalil	275
Masson, Hélène	3
Mathieu, Anne-Marie	6
Mathieu-Millaire, Francine	14
Maurais, Gilles	437
McLelland, Hans	43
Mercier, Claude	0
Michaud, Ysabelle	33
Morazain, Louis	123
Moreau, Linda	9
Morin, Benoit	51
Morin, François	92
Nault, Théodore	152
Ortaaslan, Sevan Grégory	185
Paradis, Gaston R.	116
Pelletier, Johanne	74
Perron, Odette	41
Raymond, Denis	34
Séguin, Mario	19
Shedid, Daniel	86
Tessier, Claude	0
Tremblay, Jean	140
Tremblay, René M.	0
Veillette, Yves	4
Verret, Louis	13
Vézina, Jean-Guy	4
Wapler, Michel	6
Wiltshire, David G.	285
Younès, Chahine	0

SOURCE : BEM – Bureau d’évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 62

Titre :
Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Bureau d'évaluation médicale	
Répartition du nombre de patients évalués par médecin	
Période du 1 ^{er} avril 2011 au 29 février 2012	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	31
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	80
Bazinet, Brigitte	197
Beaumont, Pierre	125
Benoit, Suzanne	90
Blondeau, François	1
Bouchard, Henri-Louis	139
Bourgeau, Pierre	141
Bouvier, Guy	83
Calouche, Sonia	8
Carrier, Jude	8
Cartier, André	6
Cloutier, Réjean	118
Copti, Michel C.	30
Corriveau, Mario	47
Croteau, Benoit	20
Dalcourt, Jean-Pierre	222
D'Anjou, Jean-Maurice	98
Daoud, Hany	338
Dehnade, Faramarze	41
Demers, Jacques	255
Desloges, Danielle	279
Desmeules, Marc	0
Duchesne, Robert	123
Duclos, Pierre	0
Dufour, Marcel	218
Duranceau, Jacques-A.	310
Duranceau, Louise	202
Fallaha, Michel	117
Fortin, Hélène	79
Fournier, Karl	264
Gagnon, Serge	115
Greenfield, Garry	218

Grenier, Réjean	348
Hazeltine, Mark	12
Hébert, Pierre-Paul	301
Jodoin, Alain	246
Knight, Richard Stuart	134
La Haye, Bruno	15
Labelle, Hubert	155
LaBelle, Hubert R.	2
Lacoste, Pierre	98
Lacoursière, Jean-P.	292
Laflamme, Georges H.	314
Laliberté, Richard	132
Lamoureux, Patrice	17
Landry, René	81
Leclaire, Richard	75
Leclerc, Georges-E.	83
Lemire, Luc	56
Léveillé, André	192
Lirette, Richard	124
Mac, Thien Vu	193
Masri, Khalil	166
Masson, Hélène	9
Mathieu, Anne-Marie	5
Mathieu-Millaire, Francine	5
Maurais, Gilles	330
McLelland, Hans	37
Michaud, Ysabelle	70
Morazain, Louis	104
Moreau, Linda	10
Morin, Benoit	41
Morin, François	82
Nault, Théodore	75
Ortaaslan, Sevan Grégory	145
Paradis, Gaston R.	101
Pelletier, Johanne	74
Perron, Odette	77
Raymond, Denis	34
Séguin, Mario	19
Shedid, Daniel	177
Tessier, Claude	0
Tremblay, Jean	126
Veillette, Yves	8
Verret, Louis	10
Vézina, Jean-Guy	1
Wiltshire, David G.	216

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 63

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Les coûts de fonctionnement du BEM pour l'année civile 2011 :

- Rémunération	1 229 254 \$
- Fonctionnement – autres dépenses	<u>1 257 924 \$</u>
Total	2 487 178 \$

Prévisions pour 2012 : 3 110 600 \$

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)
VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 64

Titre :

Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

NOTE :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CSST.

Répartition des effectifs selon la spécialité en 2011-2012

Spécialités	Nombre de membres par spécialité
Anesthésiologie	1
Chirurgie buccale	1
Chirurgie générale	2
Chirurgie orthopédique	38
Chirurgie plastique	3
Dentisterie	1
Dermatologie	1
Endocrinologie	1
Gastro-entérologie	1
Médecine de famille	2
Médecine physique et réadaptation	5
Neurochirurgie	6
Neurologie	4
Ophtalmologie	2
Oto-Rhino-Laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Pneumologie	2
Psychiatrie	5
Rhumatologie	1
Urologie	1

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (30-03-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 65

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas de contestation.

Année financière	Nombre d'avis demandés par la CSST
2011-2012	527

NOTE :

2011-2012 : Période du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (11-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 99

Titre :

Liste des avis demandés par la ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis à la ministre au cours des deux dernières années, en indiquant l'état des travaux en cours.

Pour l'exercice financier 2010-2011 :

Avis sur l'article 47.2 du Code du travail

Avis sur les pistes de solution pour une amélioration du régime québécois d'arbitrage

Avis sur l'abolition de la Commission de l'équité salariale et le transfert de ses responsabilités

Avis sur la nomination de commissaires à la Commission des lésions professionnelles

Pour l'exercice financier 2011-2012 :

Avis sur la ratification de la Convention no 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail

Avis sur la nomination du président ou de la présidente à la Commission des lésions professionnelles

Avis sur la nomination du vice-président ou de la vice-présidente à la Commission des lésions professionnelles

Lettre transmise relativement à la demande d'avis sur une proposition d'encadrement du secteur des agences de placement temporaire

Avis sur les dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (LNT) relatives au harcèlement psychologique (1^{er} volet)

Avis en cours :

2^e volet eu égard à l'Avis sur les dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (LNT) relatives au harcèlement psychologique

SOURCE : CCTM (02-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 100

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et celle en cours.

Pour l'exercice 2010-2011 :

Avis sur le Projet de loi n° 104 concernant l'abolition du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre

Pour l'exercice 2011-2012 :

Avis sur le processus de consultation à l'égard de la nomination de commissaires à la Commission des lésions professionnelles

Aucun avis en cours.

SOURCE : CCTM (02-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D’OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 101

<p>Titre :</p> <p>Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.</p>
--

<p><u>2010-2011</u></p> <p>Plaintes traitées : 9</p> <p>Décisions rendues : 0</p> <p>Cas en délibéré : 9</p> <p><u>2011-2012</u></p> <p>Plaintes traitées : 12</p> <p>Décisions rendues : 9</p> <p>Cas en délibéré : 3</p>
--

SOURCE : CCTM (02-04-2012)
COLLABORATION :
VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

COMITÉ CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 102

Titre :

Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre » ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.

Le SCT répondra globalement à cette question.

SOURCE : CCTM (02-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 103

Titre :

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a. nom et adresse de l'entreprise;
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture;
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. motifs du licenciement.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
répondra à cette question puisqu'elle relève de sa responsabilité.

SOURCE : Bureau du sous-ministre (02-04-2012)

COLLABORATION :

VALIDATION :